

# LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin



au sommaire  
de ce numéro:

- page 3 **ÉDITORIAL**  
*La preuve est faite.*  
M-L DUBOIN
- page 4 **LU, VU, ENTENDU**
- page 6 **RÉFLEXION**  
*La mutation en question.*  
J.VANDEVILLE
- page 7 **ACTUALITÉ**  
*Changeons d'avenir.*  
A.PRIME
- page 8 **LECTURES**  
*Un nudisme inutile.*  
L.de SOMER
- page 11 **ÉCONOMIE**  
*Les marchés financiers.*  
A.LÉRY
- page 13 **HISTOIRE**  
*L'URSS a-t-elle jamais  
été communiste ?*  
D.KESSOUS
- page 15 **COURRIER**  
*Nos lecteurs  
ont la parole.*

N° 967 juin 1997

Directrice de la publication :  
**Marie-Louise DUBOIN**

Rédacteur en chef :  
**Jean-Pierre MON**  
Diffusion et relations extérieures :  
**André PRIME**  
**Djémil KESSOUS**

*Rédacteurs (tous bénévoles) :  
les abonnés qui le souhaitent.  
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture  
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL  
Commission paritaire N° 57434.  
Diffusé par les N.M.P.P.

#### TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois) .....	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

#### Règlements :

par CCP : " La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,  
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente  
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"  
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal  
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens  
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

**TÉLÉPHONE : les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, 01 30 71 58 04**

**FAX : 01 30 71 93 89**

**ADRESSE ÉLECTRONIQUE : grande.releve@wanadoo.fr**

♦ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

### **KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance**

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco). Une pièce de théâtre vient d'en être tirée.

### **épuisé ~~L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE~~**

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :*

### **nouvelle édition. LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour comprendre les mécanismes d'une économie alternative comparés à ceux de l'économie actuelle. L'économie distributive vécue dans ses détails (110 F).

♦ *Pour animer une discussion :*

### **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**

texte d'une conférence d'André PRIME (25 F)

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::*

### **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS**

numéro hors série de janvier 1992 à 25 F franco

### **LA TROISIÈME VOIE**

numéro hors série de décembre 1996 à 15 F franco

♦ *Enfin une bande dessinée :*

### **« ET SI ON CHANGEAIT ? »**

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (25 F, franco).

**Tous ces documents peuvent être commandés au journal.**

**Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à  
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.**

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,  
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.  
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais  
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



A-L W

## La preuve est faite

Cette fois, ça y est ! La plupart des gens ont compris qu'il n'y a aucun espoir de voir les grands partis politiques existants leur proposer une solution définitive au plus grave de leurs soucis : le chômage. Ils ont compris que toutes ces propositions ne sont que rafistolages, rustines pour jambe de bois.

A droite, il est entendu que les entreprises ne marchent qu'en réduisant la main-d'œuvre et en se débarrassant de la charge qu'est le souci des laissés-pour-compte. Donc, adieu l'État-Providence, et même l'État tout court. L'idéal républicain en prend un sérieux coup : le service public coûte cher, alors chacun pour soi et malheur aux perdants, ils n'avaient qu'à mieux se battre !

A gauche, avec de meilleures intentions, on cherche encore la quadrature du cercle en proposant d'assagir le renard dans le poulailler. Et c'est à qui trouvera une nouvelle astuce pour créer des emplois que la production ne peut pas financer.

La preuve est faite qu'il n'y a plus d'issue humainement correcte dans le système des prix-salaires-profits.

Reste à prendre conscience qu'il faut aller beaucoup plus loin, sortir de tous les sentiers battus, oser vraiment imaginer une nouvelle société, adaptée à la nouvelle civilisation, celle de l'après salariat.

Ce besoin s'est manifesté, au cours de cette campagne électorale abrégée, de deux façons. L'une est le fait que malgré la violence verbale avec laquelle A.Juppé l'a lancée, il n'y a pas eu de véritable débat de fond, comme si personne n'osait s'y risquer. L'autre est la multiplication de petites candidatures sans espoir, sinon celui de faire entendre "autre chose", mais sans véritable projet. Par exemple, dans notre circonscription, le programme d'un candidat se résume à « je ne suis ni

de droite, ni de gauche, donc faites-moi confiance ». Pour faire quoi ? Il ne le dit pas, ou ne le sait pas...!

La meilleure preuve de cette prise de conscience va probablement sortir des urnes : c'est le nombre des votes désespérés exprimés au premier tour qui, au moment où j'écris, n'a pas encore eu lieu, mais je parie que le total des votes encourageant Juppé ou Jospin sera loin de la majorité des 39 millions d'électeurs. Le parti devenu majoritaire est donc celui de ceux qui ne croient plus au système, qu'ils votent à l'extrême droite ou à l'extrême gauche, qu'ils votent pour les sans-illusion ou qu'ils ne s'expriment même pas.

Dans ces conditions, on peut évidemment craindre, comme D.Cohn-Bendit, que le tour suivant ait lieu dans la rue et soit très violent. Mais que sortira-t-il alors de la terreur ?

Qui va gagner de vitesse, la colère ou la raison ?

Nous avons misé, depuis des décennies, sur la raison. Nous n'avons été que peu entendus parce que le changement nécessaire bouleverse bien des habitudes, même s'il est un mieux pour tous.

Mais l'incapacité manifeste du système à gérer l'après-salariat commence à susciter de plus en plus d'initiatives qu'on peut qualifier de *citoyennes* et auxquelles il faut absolument participer.

\*\*\*

Des associations, puis des réseaux d'associations se sont formés dans toute l'Europe. Les distributistes, qui, par définition, se sentent des citoyens responsables, se doivent de s'y joindre pour faire connaître leurs propositions et en débattre. Bien sûr, il faut avoir le courage d'affronter le qualificatif d'utopistes puis faire l'effort d'exposer des thèses qui sont complexes, telle celle de la monnaie gagée sur la richesse disponible, qui surprend

toujours. On ne peut donc pas soutenir la discussion sans avoir au préalable sérieusement relu et approfondi les textes distributifs. Mais ces textes sont là, et comme les faits n'ont cessé d'en conforter les analyses, il faut les utiliser.

Justement, un mouvement d'ampleur, accompagnant la marche européenne des chômeurs, va aboutir à un vaste rassemblement le **15 juin à Amsterdam**. Il doit constituer un événement déterminant. La date et le lieu ont été choisis pour coïncider avec la Conférence Intergouvernementale du Conseil européen, donc faire pendant à la réunion des politiciens qui veulent nous imposer *leur* Europe. Il faut y aller en nombre, et saisir l'occasion de cette rencontre massive et informelle de la "société civile" pour que s'organise une réelle et efficace concertation entre les populations et que l'Europe devienne celle des citoyens et non plus celle des financiers.

L'équipe de la Maison Grenelle, qui invite également à ce rassemblement d'Amsterdam, a constitué un réseau d'associations dont les aspirations convergent avec les nôtres. Tellement, que leurs réflexions les amènent maintenant à mettre à l'ordre du jour de leurs débats la nécessité d'une monnaie de consommation. Partenaires de la Maison Grenelle, *La Grande Relève* invite vivement ses abonnés à participer au rendez-vous annuel qu'elle organise le lundi 30 juin<sup>1</sup> pour y faire entendre des propositions ...d'actualité !

**MARIE-LOUISE DUBOIN.**

1. Pour tout renseignement concernant cette rencontre/pique-nique, s'adresser à la Maison Grenelle, 21 Bd de Grenelle, 75015 Paris, tel: 01 45 78 34 03 ; fax : 01 45 78 34 02 e-mail : maisongrenelle@globenet.org

## Quel engagement !

Un titre attire l'œil dès la Une du journal *Partage* de février-mars 1997 «*Des financiers s'engagent pour l'emploi et contre l'exclusion*». L'article décrit, sur deux grandes pages, comment «*les signataires s'engagent à agir dans les directions suivantes afin de favoriser les créations d'emploi et de limiter l'exclusion sociale*». Il s'agit d'abord de «*dénoncer les stratégies purement comptables qui se limitent aux réductions d'emploi*» etc. Suit la liste des signataires... Surprise : dans celle-ci figure le nom de Louis Schweitzer... Oui, le patron de Renault, celui qui a brutalement décidé en février dernier de fermer l'usine de Vilvorde !!!

\* \* \*

Sous le titre "Bonnes feuilles", ce même journal reproduit, dans son édition suivante, une série d'inepties, écrites par une sociologue, D. Schnapper et tirées d'un livre intitulé *Contre la fin du travail*. Tel un économiste borné, l'auteur croit qu'Adam Smith a énoncé des lois éternelles. Son texte est un fatras d'incohérences et de lieux communs, où sont confondus l'activité par laquelle un être humain s'épanouit sans qu'il soit pour cela nécessaire qu'il se vende, avec l'emploi salarié dans la production marchande. C'est celui-ci qui fond comme neige au soleil et c'est un fait, même si notre sociologue déclare péremptoirement que «*La plupart de ceux qui affirment que le travail n'a pas d'importance sont fonctionnaires, donc des privilégiés*». Les instituteurs et les infirmières apprécieront cette insanité à la Juppé, digne d'un "homme de fer" ultra libéral voulant diviser pour régner, mais inconscient des réalités. Quand on se dit sociologue, on doit savoir que le travail qui disparaît n'existe sous cette forme que depuis le capitalisme, soit environ deux siècles. Et quand on pense qu'il crée un lien social, on se réfère à un certain contexte, à un passé relativement récent, celui

par exemple du paysan qui vendait des produits dans son village. Le capitalisme fait disparaître ces conditions. Et ce qui a été vrai pour la majorité des travailleurs ne l'est plus: le paysan et l'artisan modestes ne peuvent plus vivre de leur travail. Et ce sera bien pire quand les industriels de l'informatique auront réussi à généraliser le travail à domicile et la vente sur internet ! C'est ce qu'il faut avoir le courage de regarder en face. Et reconnaître que le problème à débattre n'est pas de chercher comment ressusciter les emplois que la machine remplace, mais comment créer autrement des liens sociaux différents, et même plus gratifiants.

M-L.D.

\* \* \*

## La pieuvre qui prospère à notre santé

La Compagnie Générale des Eaux est la plus grosse firme mondiale dans son domaine. Son domaine ? Sa raison sociale est devenue trompeuse. Via ses 2.500 filiales, elle s'étend dans les sphères d'activité les plus inattendues : Canal+, téléphone, pompes funèbres, chemin de fer anglais, etc. *Le Canard enchaîné* a révélé son impact sur des hôpitaux : «*Dans l'Essonne, une partie des lits supprimés à Evry ont été alloués à l'hôpital privé Claude-Gallien, ouvert par la Générale des Eaux, en 1995, à Quincy-sous-Sénart. Dès sa mise en service, cet établissement à but lucratif s'est vu offrir les lits de chirurgie cardiaque et de réanimation refusés systématiquement depuis des années au secteur public. Mieux : un appareil d'IRM (imagerie à résonance magnétique), indispensable pour le dépistage des cancers et leur suivi, a été dans un premier temps accordé à cette clinique privée. Alors que l'hôpital public de Corbeil le réclamait depuis des années. Devant le tollé, Barrot a fini par renoncer à attribuer un tel équipement à l'Essonne, pourtant l'un des départements les plus peuplés de France. Idem à Massy, où une majorité de droite a succédé en 1995 au maire socialiste Claude Germon : l'hôpital privé Jacques Cartier, propriété de la Générale des Eaux, a pu ouvrir ses 225 lits*

et se doter d'un équipement moderne grâce aux réductions budgétaires infligées aux hôpitaux publics».

Rappel : la CGE et la Lyonnaise des Eaux (dont le PDG fut secrétaire général du RPR) sont les deux sociétés le plus couramment impliquées dans les histoires de pots de vin. Ce sont évidemment les contribuables qui, *in fine*, paient ces pots de vin et surcoûts de l'eau (cf Grenoble) dans les communes sous contrat, souvent pour trente ans. Constatons que la droite au pouvoir crie au scandale des dépenses hospitalières ...mais favorise de plus en plus les cliniques et hôpitaux privés.

A.P.

\* \* \*

## A propos du projet de loi de cohésion sociale

L'exclu est bien le produit du dysfonctionnement socio-économique. Les associations caritatives et d'assistance sociale, qui l'ont oublié, ont joué avec le feu en demandant une loi sur l'exclusion. Car seule une action globale peut contrecarrer le processus de désocialisation résultant de la perte de logement et du chômage, avec son lot de souffrances physiques dues à la dégradation des conditions de vie. On ne peut accepter la transformation des aides publiques, dites de "revenus passifs", en sous salaires. On ne peut accepter l'idée de s'en prendre aux pauvres pour donner aux exclus. L'État cherche à donner l'illusion qu'il fait tout ce qu'il peut pour réduire la fracture sociale mais que, pour s'en sortir, il faut être courageux, méritant. Les vieilles idées qu'on croyait parties reviennent au galop, avec la bénédiction des "forces de progrès et de transformation sociale".

C'est bien un combat d'idées et de société qu'il faut remettre au goût du jour pour transformer la société au service de tous. Le projet de loi de cohésion sociale ne crée pas un droit des exclus mais organise l'accès à des obligations pour tous afin de garantir une paix sociale. Pour nous, usagers présents et avenir, le combat pour un financement social juste est celui qu'il faut mener. Une campagne pour s'attaquer aux causes de l'exclusion reste à faire.

(extrait du fascicule de la C.N.T. sur la "Loi de cohésion sociale")



## paysans conscients et paysans terroristes

La Confédération Paysanne qui tenait à Nantes les 9 et 10 avril le congrès marquant son dixième anniversaire, a dénoncé "l'impasse productiviste" et ses conséquences néfastes comme la maladie de la vache folle, la pollution de l'eau par les nitrates, l'utilisation massive d'antibiotiques dans l'élevage industriel des porcs et des poulets, les plantes transgéniques, les hormones laitières, le clonage d'animaux, ... Dans son rapport d'orientation, la Confédération estime « qu'on ne pourra défendre à la fois la vocation exportatrice de la France, qui pousse à l'intensification, et l'aménagement du territoire : il faudra choisir ». Enfin la Confédération s'en prend au système des aides directes : « 4.470 agriculteurs français reçoivent en moyenne 750.000 francs par an, ce qui permet à cette minorité de s'agrandir, au détriment de l'installation, alors que 250.000 reçoivent moins de 18.000 francs. » Elle appelle de ses vœux un "quantum financier" qui doit « définir les volumes de production nécessaires, fixer le prix de base européen des produits agricoles en fonction des coûts de production, verser des compléments de prix

aux producteurs des zones défavorisées, supprimer les subventions à l'exportation et, en contrepartie, exiger des agriculteurs un mode de production qui respecte l'eau, le sol, le paysage, les animaux et développe la qualité plutôt que la quantité ».

Il reste cependant beaucoup à faire pour régler les problèmes agricoles européens, comme le montrent les récentes "crises" du lait et des fruits et légumes.

En ce qui concerne le lait, les producteurs, qui ont subi une baisse de leur revenu d'environ 8% en 1996, n'acceptent pas la diminution de 2 centimes par litre que réclament les "transformateurs", qui dénoncent une perte de compétitivité par rapport à leurs homologues européens : en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark le prix du lait a baissé respectivement de 9,5%, 7,2% et 10,7%, tandis qu'en France, il a augmenté de 0,8%. Les industriels veulent donc reporter sur les producteurs les effets de la concurrence européenne, en bons libéraux qu'ils sont !

Quant au marché des fruits et légumes, on sait à quels actes de terrorisme il donne lieu tous les ans dans le Midi, dès que les productions espagnoles et italiennes arrivent en France.

Avec l'Euro, il est impératif de fixer des charges sociales identiques dans tous les pays de l'Union Européenne, si l'on veut éviter de voir l'abondance déchaîner la colère !

\* \* \*

## incarner l'utopie

Dans notre numéro précédent, nous avons annoncé le forum tenu sous ce titre à Aix-les-Bains pendant le week-end de Pentecôte, sous la présidence de Pierre Rabhi. Le titre était prometteur, mais les interventions décevantes : les utopies qui avaient seules le droit à la parole étaient des expériences individuelles, comme par exemple celle d'une sage-femme qui se charge d'accouchements à domicile. Pas question de débattre d'un véritable projet de société. On y a entendu des affirmations qui, le moins qu'on puisse en dire, est qu'elles méritaient discussion, telles que : l'argent est une énergie neutre, les banques privées, bien mieux que les autres, transfèrent l'argent des riches aux pauvres, l'éducation publique est une horreur, chacun pour soi et la société évoluera dans le bon sens... L'opinion de la salle a pourtant été de remarquer que ceci n'apporte pas la solution au drame des chômeurs et des quelque cinq millions de précaires.

BON DE COMMANDE À DÉCOUPER

### VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

... exemplaires de la **Grande Relève N°.....**, à.....F l'un, soit.....F  
 ... exemplaires de **Kou l'ahuri**, à 65 F l'un, soit.....F  
 ... exemplaires de **Les affranchis de l'an 2000**, à 110 F l'un, soit.....F  
 ... exemplaires d'**Un Socialisme à visage humain**, à 25 F l'un, soit.....F  
 ... exemplaires de la bande dessinée **Et si on changeait?** à 25 F l'une, soit.....F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE ..... F

PAR CHEQUE À L'ORDRE DE **LA GRANDE RELEVÉ, CCP 1340239 M PARIS.**

PRÉNOM,  
 NOM,  
 ADRESSE  
 EN CARACTÈRES  
 D'IMPRIMERIE  
 ET SIGNATURE

M.....  
 .....  
 .....  
 .....

# La mutation en question

De plus en plus de voix autorisées invitent à prendre conscience que ce n'est pas une crise que nous sommes en train de vivre, mais une mutation. Et pas celle de notre société, celle de notre civilisation.

Mais de peur d'entrevoir un monde radicalement différent de celui que nous connaissons, la plupart d'entre elles s'interdisent de tirer les conséquences de pareille affirmation. Les plus obstinés s'efforcent de découvrir les mille et un moyens de créer des emplois, même si ceux-ci sont inutiles, voire même nuisibles. Les plus inventifs avancent des mesures susceptibles de justifier les redistributions de revenus à ceux qui n'ont pas d'emploi, mais pourraient éventuellement en trouver ou en retrouver un. Les plus hardis osent à peine envisager les conséquences redoutables que pourrait avoir l'accroissement du temps libre pour tout individu.

Emploi, revenus, temps libre : Jean Vandeville essaie d'entrevoir leur évolution dans un passé et un futur proches. Son premier article concerne

## I • LA DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL OU L'INVERSION DES VALEURS

Chaque jour nous parvenons des nouvelles alarmantes sur l'ampleur croissante du chômage. Pour se rassurer — ou pour rassurer leurs commanditaires — les experts chargés d'étudier ce phénomène lorgnent vers les Pays Bas, l'Angleterre ou les États-Unis qui verraient leurs taux de chômage respectifs diminuer. En fait, ces mêmes experts savent pertinemment que les paramètres d'analyse ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre et que ce qui apparaît, in fine, c'est la diminution constante du nombre global d'heures travaillées dans un pays donné :

En France, vers 1850, le nombre d'heures de travail annuel par ouvrier était d'environ 5.000.  
En 1900, 3.200. En 1970, 1.900.  
Et aujourd'hui, selon les dernières statistiques de l'INSEE, 1.520.

Peut-on espérer renverser la tendance ? Il semble que non, celle-ci paraît irréversible. Même les "maastrichtiens" les plus fervents sont de plus en plus convaincus que « l'UEM va accroître, d'une manière fantastique, la compétition non seulement entre les entreprises, mais aussi entre les États, entre leurs systèmes sociaux et fis-

caux, entre les places financières et entre les travailleurs eux-mêmes » (Le Monde du 7-4-97). Avec, au bout du compte, l'apparition de "plans sociaux" de plus en plus meurtriers pour l'emploi.

L'explication de ce phénomène est connue et de plus en plus admise. Si le nouveau modèle d'organisation, le "re-engineering", permet le maximum de souplesse dans la gestion des effectifs, il ne faut pas oublier qu'il est combiné avec un niveau de plus en plus élevé d'informatisation et de robotisation. Cette combinaison permet un même volume de production avec un capital réduit de moitié et avec 40 à 80% de salariés en moins. Sinon comment expliquer qu'en vingt années seulement (de 1970 à 1990) le nombre de chômeurs dans notre pays soit passé de 350.000 à 3.500.000, en dépit d'un accroissement constant de production ?

En fait, l'économie mondiale connaît un changement sans précédent. La révolution informationnelle et la mondialisation des échanges sont en train de faire naître, dans les pays techniquement avancés, un nouveau type de société d'où les emplois traditionnels — stables et à plein temps — vont tout simplement disparaître. Selon, Jean-Claude Paye, Secré-

taire Général de l'OCDE, l'industrie pourrait, dans les années à venir, ne plus employer que 2% de la population active et l'agriculture 1%.

En Allemagne, 9 millions d'emplois sur un total de 33 millions seraient supprimés si les techniques et les méthodes les plus avancées étaient appliquées partout où c'est possible. Le taux de chômage allemand atteindrait alors 38%. Aux États-Unis, sur les 90 millions d'emplois que fournit le secteur privé, 25 millions pourraient disparaître.

Il devient, dès lors, impossible de croire :

- 1• que le plein emploi — permanent et à temps plein, pendant toute la vie active — puisse être rétabli;
- 2• que la valeur-travail puisse continuer à fournir la base de l'organisation de la société;

Il faut admettre au contraire :

- 1• que la production capitaliste utilise un volume de plus en plus faible de travail pour produire un volume croissant de richesses;
- 2• que des emplois supplémentaires ne peuvent donc être créés que, d'une part, par la redistribution et le partage des emplois existants et, d'autre part, par le développement d'activités n'ayant pas pour objectif la valorisation d'un capital.

C'est-à-dire d'activités se situant en dehors de la sphère de rentabilité économique, ce qui entraîne une double interrogation : qui finance et comment ?

3• que la réduction de la durée hebdomadaire du travail est aujourd'hui un moyen beaucoup moins efficace que naguère pour réduire le chômage. Elle permettrait d'augmenter le nombre des emplois permanents à plein temps (à condition de prendre de vitesse la productivité) mais serait sans effet sur le nombre et la précarité des emplois à temps et salaires partiels;

4• que la société salariale agonise. C'est l'activité et pas seulement le travail-emploi qui devra fonder le statut, les droits et la valeur sociale reconnue des individus. Ceux-ci pourront devenir producteurs de relations de coopération et d'échange, animateurs et réalisateurs de projets.

Ainsi, pour la grande majorité des personnes interrogées :

1• le travail n'est plus une valeur ou une source de valeurs et de sens, mais seulement un moyen de gagner sa vie, voire une nécessité subie;

2• la production de soi, de sens et de relations sociales s'effectue surtout hors du temps de travail.

Il y a **inversion des valeurs**. Ce sont les activités du temps libre qui imposent désormais leurs valeurs à la vie de travail.

C'est ce que de grands précurseurs avaient prévu. Paul Lafargue<sup>1</sup> : « *Trois heures de travail par jour* » ; John Maynard Keynes<sup>2</sup> : « *Trois heures de travail chaque jour par roulement ou une semaine de 15 heures à l'horizon 2.030* » ; et Jacques Duboin quand il écrivait que l'ère des loisirs fait son entrée dans le monde par la porte basse du chômage.

Avant d'émettre quelques considérations sur la société du temps libre, nous observerons, dans un prochain article, l'évolution de la notion de revenu.

**JEAN VANDEVILLE.**

1. *Le droit à la paresse*, 1880.

2. *Essais sur la monnaie et l'économie*, 1931.

A-L W



## Changeons d'avenir

**C'**est, c'était ? Le slogan du PS pour les législatives de 1997. Il rappelle étrangement celui de 1981 : « *Changer la vie* ». Comme cela paraît loin, presque irréel, comme dans un beau rêve !

*Changeons d'avenir* : c'est tout de même mieux que le « *nouvel élan* » de la droite, devenu, depuis l'intervention de Chirac par presse interposée « *l'élan partagé* ». Partagé avec qui ?

Étant donné le calendrier électoral, il y a de fortes chances que tout soit joué lorsque vous recevrez la *Grande Relève* de juin. J'ai dit « *joué* ». Le mot est grave, car si la campagne, à droite surtout, est plutôt guignolesque<sup>1</sup>, le choix droite ou gauche n'est pas indifférent. Une réflexion de M-L. Duboin, dans l'éditorial de la *Grande Relève* de mai m'a beaucoup frappé : « *Il ne s'agit pas de donner la parole aux Français, mais de les faire taire. Et pendant les cinq années qui viennent* ».

Tel est bien en effet le but de la manœuvre chiraquienne : ou la droite est reconduite et elle a cinq ans pour instaurer un ultra-libéralisme à l'anglo-saxonne, ou la gauche l'emporte. Dans ce cas, nous entrerions dans un quinquennat à haut risque pour l'avenir du socialisme. Si la gauche renouait avec son comportement sous les deux septennats de Mitterrand - fût-ce par manque de volonté ou de clairvoyance pour contrer la realpolitik imposée par le capitalisme mondial - le socialisme serait discrédité pour longtemps, et pas seulement au niveau français.

Or, pour la deuxième fois en seize ans, se présente l'occasion pour la France d'être un phare, comme en 1789, pour un monde qui sombre de plus en plus dans la nuit de la « *pensée unique* » d'un capitalisme dit triomphant.

Je ne cache pas que j'appréhende ces cinq années cruciales, années de tous les dangers. Je ne crois pas au miracle, mais je ne peux pas me résoudre à croire que, fût-ce pour durer, les dirigeants socialistes n'ont pas tiré les leçons de leur échec de 1993. S'ils s'attaquent sérieusement au problème essentiel, j'allais dire unique, car tout le reste en découle, du chômage, notamment en procédant au partage du travail, comme c'est inscrit dans leur programme, la partie peut être gagnée. 70 à 80 % des Français se trouvent dans une situation sociale telle qu'ils devraient voter pour les forces de gauche. Parmi eux ceux, nombreux, qui votent à droite commencent peut-être à comprendre où se situe leur avenir, l'**avenir** que les socialistes disent vouloir **changer**. Ils mesureraient alors combien le vrai socialisme n'est en rien archaïque.

Il n'est bien sûr pas question de suivre Tony Blair qui n'a plus rien d'un socialiste, pas même d'un vrai travailliste. Il est cependant préférable à la « *dame de fer* » qui a livré l'Angleterre à un ultralibéralisme encore plus virulent que celui de Reagan. Tony Blair tiendra peut-être deux promesses minimales : adhérer au volet social de l'Europe (rejeté par John Major)<sup>2</sup> ce qui n'engage d'ailleurs pas à grand'

chose, le social ayant si peu de place dans l'Europe des marchands; en seconde instance, un salaire minimum.

\* \* \*

C'est en examinant l'Angleterre thatchérienne qu'on comprendra le mieux ce qui attend la France si la droite est reconduite au pouvoir, même avec un Séguin comme premier ministre, ce qui du reste est fort improbable.

Officiellement, l'Angleterre affiche 6,5% de chômeurs et se réjouit d'être la seule nation européenne capable de répondre au vœu de J. Delors exprimé en 1993 : réduire le chômage de moitié à l'horizon 2.000.

Or, en Angleterre, par le simple jeu de la démographie, la population active a baissé de 600.000 personnes entre 92 et 96 (en France, au contraire, plus 400.000). Mais écoutons Nick Harvey, alors député libéral-démocrate : *«Le gouvernement n'a cessé de modifier les modes de calcul. Cette propagande ne trompe personne. Si on avait gardé la même méthode comptable qu'en 1979, nous aurions 3,8 millions de chômeurs, et non 1,8 million».*

Deux millions d'inactifs qui souhaitent un emploi, notamment des plus de 50 ans, mais ne sont pas comp-

tabilisés dans les statistiques, c'est le chiffre donné par les syndicats. En Angleterre, il faut chaque mois prouver qu'on a activement recherché un emploi. Un jeune sur trois est au chômage et 40% des chômeurs cherchent un emploi depuis plus d'un an. Un foyer sur cinq ne compte aucun actif, 40% des nouveaux emplois le sont à temps partiel. Il n'y a ni salaire minimum, ni durée légale du travail. Dans le secteur public, la sécurité de l'emploi a disparu et le contrat CDD y est devenu la règle.

Toutes les études quelque peu objectives, montrent qu'en 17 ans de thatchérisme, l'Angleterre est devenu le pays le plus inégalitaire d'Europe. En dix ans, la différence entre les 5% de revenus les plus bas et les 5% des plus hauts a augmenté de 50%. C'est plus que partout en Europe<sup>3</sup>.

On pourrait étudier dans d'autres domaines les méfaits sociaux du libéralisme débridé de Madame Thatcher.

Mon propos est simplement de montrer ce qui se passerait - se passera - si la droite est reconduite pour cinq ans à la tête du pays. Même la présidente d'ADT Quart Monde, Mme Geneviève Anthonioz-de Gaulle reconnaît: *« A l'époque, (années 60) on pensait que les pauvres finiraient par profiter de la croissance. Aujourd'hui,*

*on a l'impression que les riches garderont tout pour eux».*

C'est plus qu'une impression : c'est une certitude. Point n'est besoin d'un Madelin au pouvoir pour qu'il en soit ainsi. Tout comme lui, et son ami François Pinault, grand patron "libéral", la droite ne rêve que *«réduire le nombre des fonctionnaires, tailler dans les aides à l'emploi, réduire les charges sociales... des entreprises».*

En résumé, deux inquiétudes à la veille de l'été 1997 :

- que la droite gagne,
- que la gauche l'emporte et retombe plus ou moins dans sa "gestion du marché" comme au cours des deux quinquennats sous Mitterrand<sup>4</sup>. Auquel cas, on ne changerait pas d'avenir et ce, pour longtemps.

**ANDRÉ PRIME.**

1. Voir, par exemple, la récupération de la victoire de Tony Blair.

2. J.Major avait déclaré *«La signature de la charte sociale du traité de Maastricht entraînerait la disparition de 500.000 emplois».*

3. D'après Brian Henry, maître de recherches à la London Business School.

4. Dans sa lettre adressée à tous les journaux, Jospin s'engage *« Nous avons su tirer les enseignements des dix années où nous avons été au gouvernement du pays».*

## Immigration

**« La communauté nationale est enrichie par les cultures étrangères et par les échanges d'idées et de talents que permet une politique libérale d'immigration.**

**On n'oubliera pas non plus les avantages économiques spécifiques que représentent pour les pays riches, le flux de main-d'œuvre venant des pays pauvres afin d'y effectuer le "travail réel" que, dans un monde d'abondance, tous, à l'exception de quelques excentriques notoires, cherchent à fuir.»**

**JOHN KENNETH GALBRAITH  
(Pour une Société Meilleure, Seuil, 1997)**

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

**Pour que vive  
la Grande Relève**

A. Halphen 120 - G. Lecaille 120 - Mme Luce 1000 - L. Princiville 200 - J. Célestin 50 - A. Guenin 20 - G. Beaux 70 - J. Gardille 70 - F. Casanova 70 - A. Noel 70 - R. Labesse 470 - R. Lobertreau 100 - R. Pelofi 100 - Mme Prost 70 - J. Fortin 70 - Mme Anis 70 - M. Andriot 70 - R. Poulin 120 - M. Studler 60.- R. Treny 70 - Anonyme 4.000.

**Total 6.990 F.**

**Merci à tous !**





L'association "Chômage et monnaie" est, à notre connaissance, une des rares à avoir le courage de dénoncer le principe suivant lequel la monnaie est, pour l'essentiel, créée sous forme de dette. LUCIEN DE SOMER D'ASSENOY analyse le livre que deux de ses membres viennent de publier sur le sujet, *La monnaie dévoilée* :

## un nudisme inutile !

O n aimerait louer, sans restrictions, un ouvrage qui dénonce la monnaie d'endettement et qui, sur les excès de l'économie libérale, comporte quelques bonnes pages. Toutefois, une lecture attentive incite à formuler quelques réserves et même d'amères critiques. Les deux auteurs, sans aucune vergogne, intitulent leur livre *La monnaie dévoilée*<sup>1</sup>, oubliant que Jacques Duboin l'avait mise à nu dès le début de son combat pour "*la grande relève des hommes par la machine*", il y a plus de 60 ans. En ce qui concerne la monnaie scripturale, qui constitue le premier chapitre de *la Monnaie dévoilée* et aborde le problème de la création de la monnaie, il convient de rappeler que J. Duboin a condensé sa pensée sur ce point en onze lettres, adressées à des abonnés et dans lesquelles il décrit l'origine de la monnaie bancaire et illustre, par des graphiques clairs, une démonstration lumineuse. J. Duboin souligne que « *ces crédits ne pénètrent dans notre économie que sous forme de dette : plus nous nous enrichissons matériellement, plus nous nous endettons* », et de conclure que « *la monnaie d'un pays, simple rouage de son économie, ne peut être qu'une prérogative de l'État, et le système bancaire, qu'un simple agent d'exécution* ». En 1955, dans *Les yeux ouverts*<sup>2</sup> et en 1961, sous le titre *Pourquoi manquons-nous de crédits ?*<sup>3</sup> J. Duboin reprenait l'histoire de la monnaie et du billet de banque, du rôle de ceux-ci, et il concluait, une fois de plus : « *La monnaie n'étant plus aujourd'hui*

*qu'un titre de créance que les Français sont chargés d'honorer, qui peut logiquement créer et distribuer les titres de créance sur la collectivité, si ce n'est la collectivité elle-même, représentée par l'État ? On finira par reconnaître que la monnaie fait partie de l'outillage national au même titre que le réseau ferré, les routes, l'électricité* ».

Le nom de Jacques Duboin n'est pas cité une seule fois dans l'ouvrage de MM. Gabriel Galand et Alain Grandjean qui, cependant, à la fin de chaque chapitre, déroulent une bibliographie fournie<sup>4</sup>.

La simple comparaison des documents de J. Duboin avec le texte confus de ce premier chapitre de *La Monnaie dévoilée* montre que leurs auteurs ont choisi de faire compliqué là où la clarté s'impose. Et ce choix se maintient, malheureusement, dans la suite de l'ouvrage. C'est ainsi que pour symboliser le fonctionnement du circuit monétaire productif, nos auteurs inscrivent un "*circuit unitaire parfait*", triangulaire à trois "*pôles*" (p. 74) : un pôle "*désincarné*" appelé Finance où n'entrent et ne sortent que des flux financiers mais aucun flux correspondant à des échanges réels, un pôle Production où se mêlent les entreprises, l'État, les banquiers, et un pôle Consommation regroupant aussi bien les ménages consommateurs que les rentiers touchant des dividendes. Le choix des mots n'est pas innocent et traduit une immobilité glaciale. Il ne s'agit pas d'analyser les causes de la crise ou du déséquilibre entre une production impatiente et une consom-

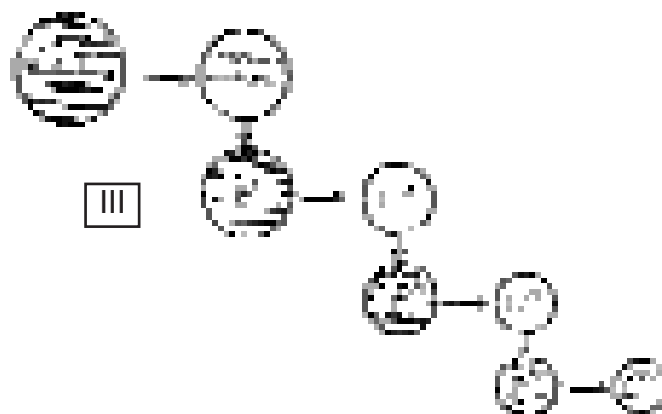
mation essoufflée, d'étudier le lien qui unit le chômage croissant à l'envolée de la Bourse. Le propos des auteurs se réduit à l'observation de la mécanique des fluides : investissements, épargne, emprunts, remboursements, revenus, qui vont et viennent, entre les trois pôles, au gré des conjonctures économiques. C'est vraiment un circuit "*désincarné*", fort peu attirant pour un lecteur chômeur ou RMiste. Il est évident que l'ouvrage n'est pas écrit à son intention.

Comparativement, le propos de J. Duboin est plus accessible et plus "*parlant*". En effet, pour une démonstration similaire, J. Duboin trace à la page 46 de *Libération*<sup>5</sup> un cercle (reproduit page suivante en I) figurant « *la production dans la période où elle s'élabore en distribuant la capacité d'achat aux habitants* ». Il fait jaillir de cette circonférence des flèches correspondant à des sommes qui vont aux ouvriers (salaires), aux employés (appointements), aux frais généraux, aux fournisseurs de matières premières et d'outillage, aux énergies extra-humaines (combustibles, courant électrique), à l'État, aux collectivités territoriales et, à travers eux, aux fonctionnaires (impôts). Une dernière flèche, appelée G, donne sortie aux bénéfices et revenus capitalistes qui, en fin d'exercice, vont aux patrons, actionnaires, commanditaires, etc. L'ensemble de ces "*jaillissements*", indiqués par ces flèches, débite (sauf G) du pouvoir d'achat au fur et à mesure de l'élaboration de la production. G, lui, ne jaillit qu'après la vente de cette production. Autour d'un second cercle (II) sym-





bolisant « la production vendue aux consommateurs solvables », J. Duboin fait figurer un ensemble de flèches qui convergent, cette fois, vers le pourtour de la circonférence. Ces flèches représentent les achats opérés par les consommateurs, grâce à la capacité de consommation distribuée par la production antérieure. Le cycle est ainsi complet. Toutefois, si la production peut croître et donc la capacité de vente également, il n'est pas sûr que la capacité d'achat augmente dans la même proportion. Le perfectionnement de l'outillage, les exigences de la concurrence, font que le producteur paie moins de salaires, moins d'appointements et donc distribue moins de pouvoir d'achat. Produire plus à moindres frais n'entraîne de profit que si la production est vendue, car elle seule permet de récupérer les frais de la production et d'assurer le profit du producteur et des actionnaires. Si, dans une telle conjoncture, on dessine un cercle analogue au premier, concernant une nouvelle production en élaboration, on s'aperçoit qu'elle fournit moins de salaires et que G se réduit ou s'annule du fait de l'encombrement des stocks et d'une capacité de vente devenue supérieure à la capacité d'achat. C'est ainsi, comme le montre J. Duboin dans un troisième dessin (III) que les circonférences successives : production élaborée, production vendue, s'amenuisent de plus en plus, entraînant ce qu'on



appelle (à tort) « surproduction » et paralyse des échanges. Ce schéma simple montre bien l'échelonnement dans le temps des diverses opérations. La démonstration qu'établit la Monnaie dévoilée est beaucoup moins convaincante : l'État figure dans la Production parce qu'il « vend ses services en prestations contre un paiement en impôts » et les banques s'y trouvent parce que « elles perçoivent des intérêts contre un service » (p.74). Les rentiers sont mêlés aux ménages consommateurs alors que J. Duboin montre très bien que leurs revenus dépendent de la vente et non de l'élaboration en cours. Les commandes passées par l'État n'entrent pas au pôle Consommation car elles sont « considérées comme des consommations intermédiaires des entreprises et donc des mouvements internes au pôle Production » (p.74). Le moins qu'on puisse dire est que ce langage n'est pas clair. Bien sûr, les échanges entre les trois pôles sont multiples et diversifiés mais le triangle demeure équilatéral et de surface immuable, ce

qui rend la démonstration moins évidente que les cercles de Duboin qui vont s'amenuisant.

Les auteurs tiennent à préciser qu'« il y a égalité des flux entrant et sortant des pôles Production et Consommation, car ceux-ci ne peuvent créer ni absorber de monnaie. Seul le pôle Finance le peut. Ce sont les pôles Production et Consommation qui déterminent leurs flux d'épargne et d'endettement, et le pôle Finance génère ou détruit la monnaie pour combler la différence qui en résulte entre la monnaie qui entre et celle qui doit sortir » (p.75). Consommation et production doivent s'équilibrer comme les deux cercles égaux de Duboin. Les auteurs de La Monnaie dévoilée tiennent beaucoup à cette égalité que le pôle Finance rétablit quand c'est nécessaire. Ils y insistent à maintes reprises : « Il y a une symétrie entre l'épargne des consommateurs et la dette des producteurs. Si les consommateurs augmentent leur taux d'épargne, les producteurs devront s'endetter davantage ». (p.118) Les auteurs sont bien conscients qu'« en régime dynamique, l'épargne ne suffit pas à financer l'investissement » (p.93) mais nulle part ils n'envisagent que la croissance puisse se faire sans embauche et donc sans augmentation de la capacité d'achat des consommateurs. Le livre est un hymne à l'expansion de l'économie : « Si celle-ci intervient, le retour des profits sera sans aucun

→

Cela fait maintenant plusieurs mois qu'un lecteur nous a téléphoné pour nous demander d'expliquer comment il se fait que le Mark allemand, qui était à parité égale avec le Franc français il y a quelques décennies, vaut aujourd'hui plus que trois fois plus. Nous avons demandé à notre expert en matière financière, ARTHUR LÉRY de lui répondre :

## Les marchés financiers

Il n'est plus possible d'ignorer la mutation du système financier international et ses conséquences sur les contraintes et stratégies des acteurs économiques et des entités étatiques.

Se nourrissant de la révolution informationnelle, et permise par des adaptations légales et réglementaires (décloisonnement des marchés financiers, abandon du contrôle des changes...), la sphère finan-

cière voit son support aujourd'hui matérialisé par des ordinateurs reliés en réseau et formant un maillage planétaire dont les axes majeurs relient les principales capitales de l'argent (New York, Londres, Tokyo, Paris, Francfort...). Les données stockées dans ces ordinateurs concernent les transactions et les comptes des organismes financiers et des entreprises et institutions non financières, ainsi

que les cours (valeurs évoluant en temps réel au gré de l'offre et de la demande) de tous les actifs financiers (monnaies, obligations, actions, mais aussi produits dérivés...) échangés quotidiennement.

Les salles des marchés des banques et autres parties habilitées (grandes entreprises, institutions financières non bancaires) sont peuplées de jeunes cadres dont l'âge moyen est inférieur à 30 ans. Aux commandes de leurs ordinateurs et suspendus à leur téléphone, ils répondent aux ordres d'achat et de vente de leur clientèle, et prennent au quotidien des positions de manière à faire profiter leur employeur des moindres variations sur les marchés.

Alimentés en permanence des informations en provenance du monde entier qui tombent sur leur écran Reuter, et anticipant les réactions "du marché", c'est à dire des autres "traders" du monde entier, ils contribuent à créer un équilibre mouvant fait de séries, de courbes, de tendances et de graphiques, dont les variations sont abondamment commentées par tous les grands médias du globe et deviennent de véritables enjeux économiques et politiques, avec leur corollaire de sanctions. Les tempêtes financières résultent de situations d'incertitude macro-économiques (capacité d'un pays à honorer le service de sa dette, inadéquation présumée du *quarte* inflation-chômage-taux d'intérêt-croissance) ou les traders, tels des moutons de Panurge conscients de leur nature, se mettent à parier, à défaut de vision claire, sur les anticipations probables des autres traders, à la hausse ou à la baisse. Toute variation est alors exacerbée, les hausses sont fortes et les chutes vertigineuses.



(suite de la page précédente)

doute le facteur qui permettra, en ramenant et la solvabilité, et la confiance, que l'investissement augmente à nouveau et donc que la croissance s'installe » (p.182).

On voit bien là la grande différence avec les cercles de J.Duboin. A travers ses cercles rétrécis, ce dernier prouve par l'absurde que la production se passant désormais du travail humain, il faut trouver le moyen de solvabiliser les besoins des travailleurs par d'autres voies. Les conclusions ne sont pas les mêmes. Il y a chez les auteurs de *La Monnaie dévoilée* une sorte d'aveuglement devant cette situation qui exige une répartition des richesses produites et la solvabilisation des besoins de chômeurs demeurés, plus que jamais, consommateurs.

Tout un chapitre (p.257 à 268) est consacré à l'Allemagne de 1933 à 1936. L'équilibre maintenu « entre la circulation des biens et la circulation monétaire » est salué par les auteurs qui arrêtent toutefois leur étude à 1936, en oubliant que l'autarcie exigeait d'accroître la recherche de ressources, de clientèle, de débouchés et d'espace vital, que les grands travaux atteignent vite leur limite et que les

armements sont un meilleur support d'activité. On connaît la suite. Il s'ensuit que le troisième budget national (p.191) envisagé par les auteurs, grâce à la création monétaire demande mûre réflexion.

Les lecteurs éventuels de cet ouvrage ingrat qui se veut de pure technicité, seront surpris de voir prôner une relance par rallonge monétaire, alors que chaque jour tournoient, d'une place financière à l'autre, 1.200 milliards de dollars qui n'alimentent que la spéculation. Quant aux auteurs, et c'est ce qui les rapproche de *La Grande Relève*, la grande presse et les médias ne les accueilleront guère. On n'attaque pas impunément le pouvoir bancaire et le travail de sensibilisation de nos concitoyens est une action collective, humble et patiente qu'ils devraient méditer.

**LUCIEN DE SOMER.**

-----

1. Édition L'Harmattan - *Logiques économiques*.
2. Édition Jeheber.
3. Édition Ledis.
4. Ces deux auteurs font partie de l'association *Chômage et monnaie* et leur omission du nom de Duboin constitue plus qu'un manque de courtoisie à l'égard de la directrice de *La Grande Relève* qui est également membre de cette même association.
5. Édition OCIA, en 1946.

## LE MARCHÉ DES MONNAIES

Le principal marché financier en volume est le marché monétaire où s'échangent les devises convertibles du monde. Derrière le dollar US, le yen, le deutsche mark la livre britannique et les francs français et suisse constituent l'essentiel du volume des transactions.

Depuis la tombée en désuétude du contrôle des changes, les déterminants des cours de change (résultants de la rencontre entre l'offre et de la demande sur le marché monétaire) sont schématiquement au nombre de deux : la santé relative de l'économie réelle dont la devise est une émanation (balance commerciale, inflation...) et d'autre part le taux d'intérêt relatif imprimé par la banque centrale du pays en question. La volatilité du cours de change est influencée par la profondeur du segment de marché (la masse monétaire considérée), mais aussi par la capacité d'orientation et de stabilisation des banques centrales.

Taux d'intérêt de la monnaie et cours de change sont de nos jours intimement liés, au point que l'action des banques centrales supplante désormais l'influence des résultats du commerce extérieur dans la fixation de la valeur relative des monnaies. Les détenteurs de capitaux placeront leurs avoirs dans les devises les plus rémunératrices, la différence entre les taux d'intérêts du franc et du mark par exemple étant interprétée comme une "prime de risque" liée à la santé relative de l'économie sous-jacente considérée (si l'économie allemande est réputée plus solide que l'économie française, alors le taux d'intérêt français doit être supérieur au taux d'intérêt allemand).

L'action d'une banque centrale consiste ainsi en une véritable politique des taux dont l'impact est général sur l'ensemble de l'économie. Ainsi la volonté politique du franc fort en France, à partir de la deuxième moitié des années 80, a-t-elle conduit la Banque Centrale à pratiquer des taux d'intérêt élevés, afin d'attirer d'une part les investisseurs internationaux et permettre d'autre part l'expansion des multi-

nationales françaises à l'étranger, en leur assurant un pouvoir d'achat relatif important.

Une telle politique a néanmoins eu un prix, un des effets pervers indiscutés ayant été d'accélérer la répartition des richesses au profit des détenteurs de capitaux ; en d'autres termes, de contribuer à rendre les riches plus riches au détriment des pauvres. Si l'on peut objecter que les taux d'intérêt n'ont pas été seuls responsables du déficit d'investissement en France et de la montée du chômage, la saturation des marchés et les gains de productivité réalisés durant la décennie grâce notamment à l'informatisation de l'économie qui a joué un rôle majeur, il n'en demeure pas moins que le coût de l'argent a par suite été jugé excessif, et que nous nous trouvons encore actuellement en Europe dans une période de baisse concertée des taux d'intérêt, dont les grands argentiers espèrent qu'elle redonnera souffle à la "croissance".

Mais les armes qu'une banque centrale possède ne se limitent pas à la manipulation directe des taux d'intérêt. Son gouverneur, avec la bienveillance des plus hautes autorités de son pays, peut se livrer à des actions de communication ciblées à l'intention des marchés, de manière à provoquer de la part des traders des anticipations à la hausse ou à la baisse.

Ainsi Alan Greenspan, le gouverneur de la FED, a-t-il pratiqué ces dernières années, par ses effets d'annonce à l'égard des marchés, une véritable méthode Coué de manière à relever le cours d'un Yen jugé sous-évalué, et ce avec succès, contribuant ainsi à la compétitivité de l'économie américaine.

La construction de la monnaie unique européenne intervient donc dans un contexte sous contrainte forte. Rappelons que les réserves de change cumulées des banques centrales du G7 étaient il y a peu évaluées au montant des transactions réalisées sur le marché des changes en 3 jours. Cet ordre de grandeur suffit à faire comprendre l'extrême prudence des banquiers centraux dès qu'il s'agit de toucher

à la monnaie, et *a fortiori* lorsqu'il s'agit de faire disparaître 15 monnaies, et non des moindres, au profit d'une seule.

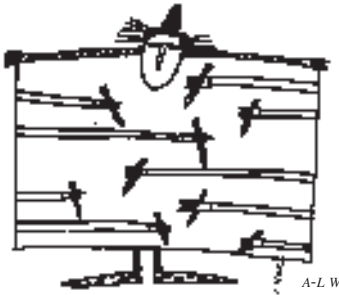
Le traité de Maastricht a érigé des critères de convergence concernant les parités, les taux d'inflation, les taux d'endettement et les déficits publics des pays candidats à la monnaie unique, et ce afin de ne pas créer du jour au lendemain de déséquilibre macro-économique brutal entre la valeur de la monnaie, son taux d'intérêt et les économies sous-jacentes.

Objet de toutes les polémiques, le processus de construction de l'Euro, s'il est jugé à juste titre extrêmement contraignant, et paraît entaché d'un déficit démocratique à peine masqué par quelques consultations référendaires, n'en demeure pas moins un enjeu politique de premier ordre. En effet, au delà de l'aspect purement économique lié à la tenue de la devise, la monnaie revêt une signification symbolique extraordinairement forte, encore de nos jours assimilée à la souveraineté d'une nation (la prérogative régaliennne de battre monnaie demeure encore dans les esprits, bien qu'elle soit depuis fort longtemps désuète). L'Euro pourrait ainsi se révéler un puissant vecteur de l'unité européenne, si tant est que les déséquilibres induits par les critères de convergence soient corrigés par des politiques de soutien et de stimulation économiques adaptées.

Car l'Euro en soi ne réglera pas les problèmes majeurs que sont le chômage et l'exclusion. Mais l'ensemble des pays européens partageant la même monnaie, et par suite les mêmes taux d'intérêt et d'inflation, l'analyse des causes réelles de ces fléaux sera facilitée, et leur traitement radical pourrait enfin s'avérer possible.

Sans quoi, les pères fondateurs de l'Europe, qui cherchaient surtout à éviter une nouvelle explosion de celle-ci, pourraient se retourner dans leur sommeil éternel au spectacle de l'implosion qui nous menace tous aujourd'hui.

ARTHUR LÉRY.



A-L W

L'article qui suit est le résumé que nous envoi DJÉMIL KESSOUS d'un texte plus long qu'il a soumis à d'autres revues pour publication. Il y exprime son interprétation personnelle de la situation de l'URSS.

# L'URSS a-t-elle jamais été communiste ?

On a fréquemment considéré l'URSS comme un État socialiste, voire communiste. Cette conception a été partagée tant par les partisans les plus résolus du régime soviétique — qui ont pu justifier ainsi bien des égarements — que par ses adversaires acharnés qui avaient beau jeu de surenchérir en affirmant, après en avoir montré tous les vices, que c'était ça le "vrai communisme", ou encore le "socialisme réel"... On sait les dégâts que cette propagande a occasionnés.

Cependant, des conceptions plus nuancées ont vu le jour dans une partie de l'extrême-gauche qui se voulait fidèle aux idéaux originels du socialisme et du communisme. Pour Trotsky et ses disciples, par exemple, l'URSS était un "État ouvrier dégénéré"; ce point de vue avait l'avantage de dénoncer la dictature bureaucratique tout en cherchant à préserver ce que l'on considérait comme les acquis de la révolution d'Octobre. Encore plus radicaux, certains révolutionnaires, anarchistes ou conseillistes, ont toujours combattu cette conception en déclarant, dès les premiers temps, que le régime soviétique reposait sur un système de capitalisme d'État.

Nous entendons émettre ici un avis sensiblement différent.

Pour comprendre la nature de l'URSS un bref rappel historique est nécessaire. En 1917, lorsque les léninistes s'emparent du pouvoir, ils n'ont aucun doute: en ima-

ginant le système capitaliste au bord du gouffre, ils pensent inaugurer l'ère de la révolution socialiste mondiale. Malheureusement, leur calcul est erroné; très rapidement, ils se retrouvent isolés dans un monde dominé par un capitalisme en plein expansion; très rapidement, pour conserver le pouvoir, ils sont contraints d'engager une politique en contradiction flagrante avec leurs principes.

### une politique en contradiction avec les principes

Alors qu'ils clamaient bien haut des idéaux de liberté et de démocratie, ils prennent la voie du totalitarisme, instituent la dictature du parti unique, répriment la commune de Cronstadt (en 1921) et, durant un temps, s'ouvrent effectivement au capitalisme d'État avec la NEP (nouvelle politique économique); alors qu'ils se voulaient internationalistes, ils deviennent insidieusement nationalistes et proclament le devoir de défense de la "patrie socialiste".

Après que les éléments les plus révolutionnaires du peuple aient disparu, sacrifiés dans une cruelle guerre civile, une nouvelle couche sociale est apparue: la bureaucratie des apparatchiks du parti avec Staline en tête. Après la mort de Lénine, en 1924, elle s'emploie à éliminer toute opposition de gauche, tout ce que le parti compte encore d'esprit révolutionnaire. En

1929, l'URSS connaît une nouvelle guerre civile avec les collectivisations décrétées par Staline. Plus de cent millions de paysans sont contraints d'abandonner leurs lopins de terre et de former des fermes collectives. La campagne russe devient en peu de temps un enfer car la majorité écrasante des populations s'oppose désespérément au gouvernement. Des masses de paysans riches (les koulaks) sont déportés, leurs fermes et leur matériel agricole attribués aux nouveaux kolkhozes.

### l'enfer stalinien

En même temps, avec le premier plan quinquennal, le régime stalinien entreprend une industrialisation à marche forcée. Dans les camps de travail et les chantiers, tel celui du canal de la mer Blanche, les prisonniers sont réduits à un véritable esclavage; les morts, d'épuisement ou de faim, se dénombrent par milliers. Notons cependant que le régime bénéficie encore à cette époque d'un certain soutien populaire car, sur différents chantiers tel celui des hauts fourneaux de Magnitogorsk, des volontaires enthousiastes endurent les pires souffrances pour participer à la construction de ce qu'ils pensent être le socialisme. Beaucoup de marxistes ont assimilé cette période dramatique des collectivisations staliniennes à l'accumulation primitive capitaliste qui, en Angleterre et en Europe



occidentale, entre le XVI<sup>e</sup> et le début du XIX<sup>e</sup> siècle, a précédé l'avènement du capitalisme. Cette comparaison n'est guère valable. L'accumulation primitive : « *spoliation des biens d'église, aliénation frauduleuse des domaines de l'État, pillage des terrains communaux, transformation usurpatrice et terroriste de la propriété féodale ou même patriarcale en propriété moderne privée*<sup>1</sup>... » a désagrégé les anciennes communautés paysannes précapitalistes autarciques en leur substituant des exploitations agricoles capitalistes plus performantes; elle représente, en fait, la *privatisation* du sol qui, auparavant, était propriété collective; c'est un préalable incontournable au développement capitaliste qu'on retrouve en de nombreuses circonstances historiques: dans la France de 1789, par exemple, avec la confiscation et la vente des biens nationaux.

### une violence réactionnaire

En URSS, avec les collectivisations commençant en 1929, on assiste à un processus *exactement inverse*. Loin d'être libérés, prolétarisés, de voir leurs terres transformées en fermes capitalistes performantes les paysans russes sont, au contraire, asservis dans de vastes domaines, des *latifundia* archaïques où leurs corvées ne dégagent qu'un médiocre surproduit. Le seul point commun existant entre cette nouvelle guerre civile russe et l'accumulation primitive capitaliste c'est la *violence*, mais la brutalité stalinienne est une violence *réactionnaire*: à partir de 1929, l'URSS, immense pays agricole qui, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avait lentement pris la voie du développement capitaliste autocentré, connaît un brutal retour de manivelle, une période de réaction, un *nouveau servage*. Cependant, dans le même temps, elle se donne sur le plan militaire les structures d'une grande puissance moderne. La politique stalinienne d'industrialisation est orientée vers la création d'une énorme

industrie avec la priorité donnée au secteur des biens de production et à l'armement. Toute la dialectique du développement combiné s'exprime ici; extérieurement, l'URSS est une grande puissance militaire, intérieurement un pays arriéré qui ne peut en rien prétendre au statut capitaliste — fût-il *d'État* —, encore moins au socialisme; elle présente les pires tares du capitalisme: l'exploitation, l'aliénation, la pollution... sans les avantages: les *libertés formelles*; les quelques réalisations dont peut se targuer le régime en matière d'assistance médicale gratuite ou de culture populaire n'étant qu'un voile bien mince jeté sur cette réalité.

### le dernier empire

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle l'URSS est la seule monarchie plurinationale archaïque subsistant encore ; tous les autres empires, qu'ils soient coloniaux comme ceux de France et d'Angleterre, ou centraux comme l'ottoman ou l'Autriche-Hongrie, se sont disloqués. Et ce nouvel Empire présente un certain nombre d'aspects rétrogrades l'éloignant catégoriquement du monde développé. Par rapport à l'ancienne société féodale, le capitalisme a représenté un progrès relatif en permettant la libre circulation des personnes et des biens (mais nous savons que ce système a surtout laissé une grande liberté au renard dans le poulailler). Dans l'URSS stalinienne, au contraire, il n'y a aucune liberté de circulation. Comme à l'époque tsariste, un passeport intérieur est nécessaire pour voyager. Les anciennes classes nobles et bourgeoises exterminées ont été remplacées par une nouvelle caste d'apparatchiks se disant "communistes". Dans un pays capitaliste il existe des marchandises qui circulent par la voie de l'échange : des biens, des services ou du travail salarié ; les prix obéissent à la loi du marché. En URSS, le salariat est une forme d'exploitation minoritaire; la grande majorité du peuple est réduite au nouveau servage kolkhozien quand ce n'est pas

à l'esclavage du goulag ; les prix sont fixés autoritairement, administrativement. Comme dans un empire antique, le surproduit est extorqué par une caste des privilégiés, *la nomenklatura*, qui perçoit ses avantages *en nature* (magasins spéciaux, datchas, etc.) Après avoir voulu s'élever désespérément vers le socialisme, son "arrière-train plombé" étant bien trop lourd, l'URSS est brutalement retombée sur des structures socio-économiques primitives que l'histoire finira par rattraper.

### le triomphe du privé

A la fin des années 1980, *la Perestroïka* entreprise par Gorbatchev, renoue avec l'ancienne NEP... mais c'est une NEP qui réussit et finit par désagréger l'Empire... le marché et les privatisations triomphent. Le stade suprême du capitalisme, ce n'est pas l'interventionnisme étatique, c'est le désengagement de l'État, ce n'est pas le protectionnisme, ce sont les délocalisations, les dérèglementations, la globalisation. Ainsi, l'URSS qui n'était même pas capitaliste, ne pouvait prétendre représenter une quelconque forme de société supérieure.

### l'émancipation humaine est à inventer

Communiste, abondanciste, socialiste, libertaire... appelez-la comme vous le voulez, la société postcapitaliste devra représenter, avant tout, la poursuite du mouvement réel affranchissant l'humanité, lequel s'est, bien timidement, esquissé au cœur du système libéral. Si le progrès a un sens, si notre monde contemporain, aliéné au plus haut point, n'est pas un horizon infranchissable, un terme de notre évolution, le socialisme qui représente l'émancipation humaine reste à inventer et à construire.

**DJÉMIL KESSOUS.**

— — — —  
1. Marx, *Le Capital*.



C'est par une erreur de mise en page à la dernière minute que cette page de courrier a pris le mois dernier la place de l'habituelle page 16 de résumé. Mille excuses de la coupable. M-L D

**J**e viens de rencontrer les thèses distributistes en lisant "Les affranchis de l'an 2000", découvert par hasard, sur la table-librairie du magasin bio que je fréquente. Je suis ravie de cette rencontre avec des gens qui partagent mes rêves de toujours.

C.G., Ramonville St Agne

\* \* \*

**J**e connais votre journal depuis l'âge de 13 ans, j'en ai bientôt 75. Mon père était abonné. Après l'arrêt de la parution pendant la guerre, je me suis réabonnée aussitôt qu'il a reparu... Autour de nous, on essaie de convaincre des amis, des parents et des inconnus, mais c'est difficile. Même des personnes qui n'auraient vraiment rien à perdre d'un changement vers l'économie distributive, sont complètement fermées. Nous pensons que les choses se feront par la force des réalités actuelles.... J'ai toujours remis des journaux autour de moi.... J'espère que les choses vont changer car cela bouge quand même dans divers milieux et plusieurs pays.

B.D., Le Neubourg

Réponse. Quelle exemplaire et longue fidélité à des idées qui, comme vous le dites, ont souvent du mal à s'imposer à des gens pourtant sociologiquement concernés. Malgré les apparences d'un capitalisme triomphant, nous sommes bien d'accord avec vous "les choses se feront par la force des réalités actuelles". Mais si on peut y aider, n'en laissons pas passer une occasion !

\* \* \*

**J**e suis abonné à La Grande Relève depuis 1936 ou 1937, à la suite de la lecture dans le journal L'Œuvre d'éditoriaux de J.Duboin et de discussions avec H.Clerc sur la

*crise économique et sociale qui sévissait à la suite du krach boursier de 1929 à Wall Street, qui avait provoqué un chômage et des faillites retentissantes dans tous les pays industrialisés... Quand je fais allusion, dans mon entourage, à cette crise des années 30 et que je dis que c'était la première phase de celle que nous subissons actuellement, on estime que je radote et qu'il est maintenant très facile de la maîtriser, avec tous les moyens que le progrès technologique nous fournit actuellement. On ne veut pas admettre que c'est celui-ci qui bouleverse les données du système ...*

*Aujourd'hui ce sont toutes les classes sociales qui risquent de trinquer en subissant les évictions brutales. Des événements dramatiques atteignent des peuples entiers, le nôtre n'en est pas forcément à l'abri... L'incompréhension et la bêtise sont bien ancrés, même chez des intellectuels incapables de cultiver la moindre utopie ou de véritables idéologies politiques positives.*

*J'aurais bien voulu connaître l'amorce des réformes de structure que préconisait... et je souhaite que La Grande Relève puisse être un élément actif d'une métamorphose de notre système de société.*

G.D., Châteauroux

RÉPONSE. L'amorce ? On en décèle plein ! Mais l'important, c'est aussi qu'on constate enfin une évolution dans beaucoup d'esprits. L'idée que nous vivons une véritable mutation a fait son chemin. Et le besoin d'un projet d'avenir, face à des politiques à court terme, s'exprime de plus en plus. Il y a même de plus en plus de gens, qui, parce qu'ils sont confrontés à ses excès, dénoncent enfin le rôle que joue la course à la rentabilité à tout prix dans la destruction de notre environnement et dans la qualité de vie. Et si la majorité de nos contemporains continue à chercher com-

ment créer des emplois en partageant ceux qui restent, il y en a quelques uns qui comprennent que ce n'est pas comme cela qu'on viendra à bout du chômage et de l'exclusion. Quant à remettre en cause le système, on n'en est pas encore là. On se contente à se désoler que personne n'ait de solution à proposer. Alors, continuons à proposer. Expliquons. Discutons.

\* \* \*

**J'**aurais besoin de quelques exemplaires de mon livre

"l'An 2000"

publié chez Plon en 1965 et serais reconnaissant aux camarades qui en sont encore détenteurs de répondre à mon appel contre paiement à leur convenance.

HENRI MULLER,

2, RUE DU TRICOT  
44350 GUÉRANDE

\* \* \*

**A**lors que tout confirme que nous allons dans le mur (pauvre Sartre), constatons au passage que rien n'a vraiment changé pour les salariés lambda depuis mai 1968, c'est-à-dire depuis presque trente ans. Comme quoi les plus grands économistes se trompent ou plutôt les trompent volontairement. Les politiques de droite ont échoué... et échoueront logiquement pour endiguer ... la fracture sociale, cet énorme hold-up politique... bâti sur un vocable pour prendre le pouvoir face à une pseudo gauche, déconsidérée à juste titre...

Alors que le terrain est propice à nos idées, le lumpen-prolétariat se transforme en LePen—prolétariat. Ce qui veut dire que le cyclope de la haine, du racisme et de tous les maux qui l'accompagnent est en train d'occuper le terrain délaissé par nos élites en déliquescence, en panne d'idées salvatrices, trop occupées qu'elles sont à se satisfaire d'un pouvoir à partager avec

les mêmes privilégiés. A chaque crise grave, et nous arrivons à un tournant de l'Histoire, quelques illuminés... réussissent en tribuns à fanatiser le plus grand nombre et à donner l'espérance à des exclus de toute sorte... toujours prêts à rendre l'autre (nous) et l'étranger (pauvre Camus) responsables de son indignité.

L'Histoire se répète et lorsqu'on voit les atterroissements de certains politiques et leurs odieuses confusions face à la montée du fascisme, ne devons-nous pas, chers Amis, multiplier nos réflexions et nos discours pour que la Bête immonde ne revienne pas nous priver précisément de ce droit à penser à un monde meilleur et tolérant ?

Il faut nous réapproprier ce qui reste d'espaces de liberté pour rappeler quand même que des hommes de conviction se sont battus pour nous laisser au travers ... de l'Histoire de notre pays, ce qui demeure aujourd'hui les fondements d'une démocratie laïque et plurielle.

Celle-ci est en danger pour de multiples raisons. Mais si nous devons donner encore un sens à notre vie, faisons en sorte de fonder notre intime conviction sur les valeurs rationnelles qui nous animent face à une idéologie qui fait à nouveau son lit sur les ruines d'un système en décomposition.

...Encore merci pour tous vos éclairages.

C.L., Margenoy

RÉPONSE. Il faut que votre appel soit entendu, non seulement face aux sirènes que vous décrivez, et qui sont dangereuses, l'Histoire nous l'a montré, mais aussi face à celles, plus insidieuses, qui incitent les "paumés", nombreux en cette fin de civilisation, à chercher "ailleurs", à croire en des forces "extra-terrestres" et en attendre le salut, en ce monde où je ne sais où, comme le montrent ces affaires dramatiques engendrées par l'adhésion à des sectes malignes.

**Ton Christ est juif  
Tes chiffres sont arabes  
Ta voiture est japonaise  
Ta pizza est italienne  
Ta démocratie est grecque  
Ton café est brésilien  
Tes vacances sont turques  
Ton écriture est latine  
et... tu reproches à ton voisin  
d'être étranger ?!**

(envoi de Jamy, l'alliance conviviale)

\* \* \*

Il y a quelque temps, j'ai retrouvé dans mes archives une lettre que j'avais écrite il y a presque 50 ans. A l'époque, les idées que j'y exprimais paraissaient farfelues à la majorité des gens, tant elles surprenaient. J'avais mis cette lettre de côté, puisque je butais sur l'incompréhension générale. Mais maintenant, cette lettre devient de plus en plus d'actualité! En voici des extraits, ainsi que ceux d'une lettre écrite le 15 mars dernier et qui, peut-être, sera mieux comprise

TEXTE DE 1950 :

Nous sommes en 1950. La guerre est finie depuis quelques années, avec son cortège de restrictions, de magasins vides, de tickets de rationnement, etc.

La France retrouve ses manches. Plus de chômage. La guerre a tellement détruit qu'il faut reconstruire partout. Le travail ne manque pas.

Et pourtant, que nous réserve l'avenir ? Tout le monde espère que l'abondance va revenir pour profiter à tout le monde. Sans doute suis-je pessimiste, mais cette abondance à laquelle on aspire tant me fait peur. Car notre système économique, basé sur la rareté, ne peut fonctionner dans l'abondance. Je suis persuadé que ce système capitaliste libéral n'apportera que la misère pour certains, de plus en plus nombreux, lorsque l'abondance s'installera et il faut s'attendre à ce que nous ayons des millions de chômeurs avant l'an 2.000.

Ce que je prévois, c'est que les magasins regorgeront de marchandises, que beaucoup de gens ne pourront pas acheter. Les marchandises s'entasseront, ou seront détruites pour maintenir les cours.

TEXTE DE 1997 :

En 1950, la guerre était finie depuis cinq ans. Notre système capitaliste, qui a besoin de rareté pour fonctionner, était sauvé grâce à cette guerre des plus meurtrière. On comptait à peine 20.000 chômeurs.

J'avais lu les études socio-économiques de Jacques Duboin (certainement l'économiste le plus clairvoyant, le plus lucide de notre époque) et je prophétisais à tous ceux qui voulaient bien m'écouter que si nous ne changions pas rapidement notre système économique, il fallait s'attendre à ce que, avant l'an 2.000, nous ayons à déplorer des millions de chômeurs.

Les gens à qui je m'adressais ne comprenaient pas. Ils ne croyaient, tout naturellement que ce qu'ils lisaient dans leur journal préféré et ce qu'ils entendaient à la radio. Tous les médias, pour les encourager à travailler, leur promettaient le bonheur... Ils ne pouvaient imaginer que l'abondance par la science et la technique est la plus grande ennemie du capitalisme.

Cinquante ans ont passé et il faut se rendre à l'évidence, mon argumentation s'est révélée exacte... et l'on s'entête à faire durer un système économique qui a eu ses heures de gloire en période de rareté mais qui est maintenant devenu caduque et dangereux. Seuls les rêveurs...et les gros revenus peuvent encore s'obstiner dans cette erreur qui n'apportera que faillites, misères...et révolutions.

J'attends tous les mois votre publication avec impatience comme une bouffée d'air pur. J'ajoute, pour me situer, que dans deux mois j'aurai 80 ans...et j'espère toujours.

M.L., Blois

RÉPONSE. Et vous nous donnez des raisons de continuer, en espérant. Merci.